

# «Les statistiques sont une forme d'art qui vise l'éternité»

**Données** L'UDC tire à boulets rouges sur l'Office fédéral de la statistique. Trop cher, trop invasif, surtout pour les PME, qui crouleraient sous les questionnaires. Georges-Simon Ulrich, directeur de l'OFS, contre-attaque.

Ivan Radja

ivan.radja@lematin.ch

**G**eorges-Simon Ulrich, directeur de l'Office fédéral de la statistique (OFS), défend avec passion l'utilité des données récoltées face aux attaques de l'UDC. Réduire son budget et exempter les PME de répondre aux demandes de l'OFS entraveraient tout simplement le bon fonctionnement du pays.

**Vous ouvrez un microsite baptisé «La statistique compte». Votre travail resterait-il méconnu du grand public?**

Je ne crois pas. Sur notre site Internet, plus de 18 millions de pages ont été consultées, et 2 millions de publications ont été téléchargées. Chaque année, près de 200 000 ouvrages imprimés sont commandés via la bibliothèque, et nos services répondent à environ 25 000 demandes. L'intérêt est donc là, mais ce microsite est l'occasion de montrer au public une image condensée de nos activités.

**Comment définissez-vous la mission de l'OFS?**

Depuis 155 ans, l'OFS récolte des données et établit des statistiques dans les domaines les plus variés, scientifique, sociétal, politique, économique. Je dirais que la mission de l'OFS est de constituer une base, un fondement sur lequel puissent s'ériger toutes nos institutions et infrastructures, qu'il s'agisse de l'école, des homes pour personnes âgées, du réseau routier, du financement des assurances sociales, de la politique financière des collectivités publiques ou, pour prendre un exemple d'actualité, de l'exercice démocratique et de la représentation des sièges au Conseil national.

**Parlons-en, justement. L'UDC vient d'y gagner 11 sièges, et en totalise désormais 65. Or c'est des rangs de ce parti que sont venues en mai et septembre deux motions attaquant de front l'OFS. Vous sentez-vous menacé?**

Les motions sont inhérentes au processus démocratique, il ne nous appartient donc pas de les juger. Cela dit, deux motions signées par des parlementaires UDC ne représentent pas toute l'UDC, et le Conseil national comme le Conseil des Etats ne sont pas l'UDC. Nous allons observer de près les suites données à ces textes, qui pourraient avoir des conséquences lourdes pour l'OFS, pour formuler les choses diplomatiquement.

**L'une de ces motions demande que les entreprises de moins de 50 employés soient dispensées de répondre à vos demandes. Est-ce réaliste?**

Evidemment non. Ces PME représentent 98% du tissu économique suisse. A quoi correspondraient des statistiques qui ne s'occuperaient que de 2% des entreprises d'un pays? Il n'y aurait tout simplement plus de données ni de renseignements pour les petites sociétés, avec tous les problèmes de comparaison que cela pourrait poser, notamment sur le plan international. Nous ne pourrions plus produire de statistique économique au sens actuel, notamment en matière de développement conjoncturel, sur la hausse des prix ou le produit intérieur brut (PIB). En matière de santé aussi, nous ne pourrions plus interroger les médecins. L'adaptation des rentes AVS sur la base de l'indice mixte combinant les salaires et les prix ne serait plus possible. Il manquerait même les données nécessaires à l'établissement du niveau des salaires en Suisse, si important pour les négociations salariales.



**«Chaque année, près de 200 000 ouvrages imprimés sont commandés via la bibliothèque, et nos services répondent à environ 25 000 demandes»**

**Georges-Simon Ulrich**, directeur de l'OFS

**Les requêtes de l'OFS représenteraient une trop lourde charge pour les PME.**

**Que leur demandez-vous?**

Nous leur envoyons des questionnaires sur leur structure, leur fonctionnement, leurs comptes, leurs employés, entre autres. Nous sommes conscients que c'est un point sensible. Il faut par exemple garantir la confidentialité des données. Nous veillons par ailleurs à ne pas les étouffer sous les demandes. Nous faisons attention à ne pas toujours solliciter les mêmes sociétés. Des progrès ont été faits: avec le passage du comptage classique des entreprises, pour lequel 450 000 étaient sollicitées tous les trois ou quatre ans, à l'utilisation des données issues des registres. La charge sur les sociétés consultées a été réduite d'environ 65 000 heures par année. Je souligne d'ailleurs que nous sollicitons moins les PME qu'Eurostat (l'équivalent de l'OFS pour l'Union européenne), précisément parce que nous voulons éviter de trop charger les entreprises.

**Elles en retirent tout de même un bénéfice?**

Oui. Il est vital pour n'importe quelle entreprise de connaître le marché, la région, les conditions de travail, le cadre politique, bref l'environnement politique, social et économique dans lequel elle évolue. De manière plus générale, les statistiques sont indispensables pour comprendre le passé et se projeter

ter dans l'avenir. Les historiens en ont besoin, tout comme les décideurs. Elles sont une forme d'art qui vise l'éternité.

**Quel est le coût global des statistiques pour les entreprises?**

Il est de moins de dix millions de francs. C'est extrêmement bas, par comparaison avec d'autres domaines. En 2013, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a publié un rapport sur le coût des réglementations qui établit que les coûts les plus élevés, soit plus d'un milliard de francs par an et par domaine, concernent la présentation et la révision des comptes, la TVA, la sécurité au travail et l'assurance accidents, le droit de la construction et le droit de l'environnement.

**Internet vous fait-il de la concurrence?**

Pas directement. Nous sommes très attentifs à toutes les informations que l'on peut obtenir sur Internet, à la multiplication des canaux d'information et au rôle de plus en plus grand joué par les centres de données, les fameux data centers. Nous vivons à l'ère du Big Data et nous devons en tenir compte. Cependant, des chiffres ne font pas forcément des statistiques. Il faut les interpréter, les mettre en scène, les compiler de façon professionnelle. D'autre part, la recherche de données sur une région ou un secteur économique ne débouchera pas forcément sur des résultats

spécifiques à la Suisse. En d'autres termes, il y aurait le risque de se procurer des données ailleurs, de peut-être même les payer, mais avec de moins bons résultats.

**L'UDC attaque votre budget, passé en dix ans de 93 à 164 millions de francs. Pour quelles raisons?**

Ce sont les demandes qui ont augmenté. L'OFS tient lieu de centre de compétences qui est de plus en plus sollicité. Des dossiers très lourds comme les bilatérales, la hausse des loyers ou la révision des coûts hospitaliers se traduisent chez nous par une explosion de besoins en statistiques. Pour citer un autre exemple, la Banque nationale a besoin de nos données pour prendre ses décisions et élaborer sa politique financière.

**Elle pointe aussi du doigt les doublons qu'il peut y avoir avec les chiffres d'autres offices ou institutions...**

Il ne s'agit pas de doublons, mais d'une répartition des tâches au sein de l'administration. Puis nous centralisons les données, y compris celles établies par d'autres offices. Par ailleurs, je crains que les auteurs de ces motions ne confondent des statistiques et des études. Celles-ci sont des interprétations, comme en réalisent les universités par exemple, qui n'ont pas forcément l'objectivité de notre travail, car c'est un autre exercice. ●

## En dates

1968

**Naissance**

Le 17 août à Fribourg.

2004

**Formation**

Master of Business Administration, après avoir travaillé dès 1992 à l'Institut d'études de marché GfS.

2009

**Université**

Doctorat à l'Université de Zurich, à la Haute Ecole d'économie de Zurich (HWZ) et à l'Université de Southern Queensland (Australie).

2011

**Statistique I**

Directeur de l'Office statistique du canton de Lucerne.

2013

**Statistique II**

Nommé par le Conseil fédéral à la tête de l'Office fédéral de la statistique.

**«Nous sollicitons moins les PME que ne le fait Eurostat», souligne Georges-Simon Ulrich.**

Yvain Geneva